

ÉDUCATION. Un appel à se mobiliser, mardi prochain, pour la carte scolaire a été lancé

Profs et parents disent non à la copie du directeur académique

HIER MATIN, trente-cinq représentants des organisations syndicales de l'Éducation nationale de la Manche ainsi que des parents d'élèves, en particulier du RPI de Condé-sur-Vire (Le Mesnil-Raoult, Saint-Romphaire, Troisgots), se sont rassemblés devant la préfecture à Saint-Lô où un Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) était programmé pour « travailler sur la rentrée scolaire de septembre prochain et la copie du Dasein (Directeur académique des services de l'Éducation nationale) ».

« Les groupes de niveau vont avoir pour effet de trier et de laisser les élèves en difficulté sur le bord de la route.

INTERSYNDICALE

Celle-ci prévoit actuellement 42 fermetures de classe et 5 ouvertures définitives. Sur son projet initial, l'inspecteur d'académie est revenu sur trois fermetures et a ouvert deux classes supplémentaires à Picauville pour pallier la fermeture de l'école privée. Les syndicats d'enseignants



→ Les syndicats et parents étaient mobilisés, hier, devant la préfecture à Saint-Lô afin d'afficher leurs désaccords avec le directeur académique.

ont boycotté la réunion ainsi que les représentants des parents d'élèves (FCPE et associations complémentaires). « On refuse de cautionner la casse du service public et les fermetures de classe », a expliqué l'intersyndicale. Une délégation de représentants FO, FSU, UNSA, CFDT et Sud est rentrée dans la préfecture pour une déclaration commune avec la FCPE : « La carte scolaire du 1^{er} degré pour la rentrée 2024 va faire des ravages. Par-

tout dans la Manche, les classes ferment : 1 en REP, 3 en territoire éducatif rural, 11 dans des communes classées « rural éloigné » et 22 dans des secteurs avec un indice de position sociale inférieur à la moyenne nationale ! » Pour les syndicats, le projet de carte scolaire dans les écoles publiques de la Manche annonce « des classes bondées » : « Rappelons, qu'avec 18,3 élèves par enseignant, nous sommes presque

5 points au-dessus de la moyenne européenne, plaçant la France à l'avant-dernière place des pays européens ! » Les griefs portent aussi sur les moyens donnés aux collèges et en particulier sur « le retour vers le passé avec les groupes de niveau qui ont pourtant fait la preuve de leur inefficacité ». Le « choc des savoirs » n'est pas « la solution pour améliorer les résultats des élèves. Ce choc va avoir pour effet de trier et de laisser les

élèves en difficulté sur le bord de la route ». Les syndicats sont revenus aussi sur le sujet de l'inclusion scolaire où « nombre d'élèves ne sont toujours pas accompagnés à la hauteur de leurs besoins. Tout le monde en souffre : les élèves en situation de handicap, leurs familles, leurs camarades de classe, les enseignants et les AESH qui, pour un salaire indécemment, doivent se démultiplier pour les aider » Le préfet, qui préside cette

assemblée, a constaté que le quorum n'était pas atteint, une situation que la Manche n'avait pas connue depuis 2011. Le CDEN est composé de 32 membres. Les enseignants ont dix sièges et les parents d'élèves 7. Cette instance consultative se réunira, sans nécessité de quorum, mardi prochain, à 9 h 30, à la préfecture de la Manche. Ce « désaveu » vise le directeur académique invité à « revoir sa copie et à prendre en compte les arguments des communes et des parents d'élèves, à présenter un projet plus acceptable pour notre département. On ne peut pas entasser les enfants dans des classes avec des publics fragiles ».

Le report, première depuis 2011

Les syndicats dénoncent « un service public de l'éducation malmené » et appellent les parents à se mobiliser, mardi prochain, à Saint-Lô, pour le CDEN de repli afin d'appuyer leurs revendications. Tout se jouera en partie ce jour-là même si l'inspecteur d'académie a d'ores et déjà annoncé des ajustements au mois de juin pour la rentrée de septembre.

Gilles PATRY

RÉACTION

« Sort funeste pour les écoles », selon la PEEP

Le projet de carte scolaire avec son lot de fermetures de classe fait réagir Eric Cat, président de la PEEP de Cherbourg-Manche : « L'année prochaine, ce ne seront pas des classes mais des écoles qui fermeront car, à partir de plusieurs classes fermées, c'est l'école entière qui est condamnée ». Le représentant de cette association a demandé à siéger au CDEN de ce jeudi, ce qui lui a été refusé pour une raison statutaire. Au-delà de la question démographique, il dénonce « une logique purement comptable de nombre d'enfants par classe sans tenir compte de la réalité de nos territoires ». Il évoque également « un sort funeste » pour les écoles de la Manche avec des effets en cascade pour les services publics et la vie des villages. Dans un communiqué, Eric Cat appelle à rejoindre « la cause des enseignants pour la défense d'un service public de qualité car l'élément premier dans l'instruction, dans l'enseignement, est le facteur humain ».

« Cela déstructure l'école à la campagne »

INTERVIEW

Rémi Rouault

Chercheur associé CNRS « Espaces et Sociétés » Université de Caen

Que vous inspire la proposition de fermer 42 classes dans la Manche ?

Je ne m'attendais pas à ça. C'est une opération de grande ampleur en termes de récupération de postes. C'est surprenant mais cela correspond aux objectifs du gouvernement de réduire les postes, de regrouper les écoles et de supprimer des classes. On voit des suppressions dans des secteurs où les familles ne sont pas les plus favorisées. Je remarque que plusieurs classes de RPI (regroupements pédagogiques intercommunaux, NDLR) disparaissent et cela affaiblit encore les écoles et participe à déstructurer l'offre à la campagne.

Une forme de fracture scolaire et de « repli » que vous avez déjà documentée dans le département...

En effet. Dans les campagnes, si je puis dire, le nombre d'élèves dans une école participe au chiffre d'affaires

de la boulangerie. Prenez les alentours de Sainte-Mère-Église, aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose. On vide les commerces, les boulangeries et les bureaux de poste ferment... On concentre des services dans des supérettes ou des stations essence. On dévitalise les services publics et les services aux particuliers dans les campagnes, et l'école en fait partie.

Ces fermetures sont-elles cohérentes avec la démographie dans notre département ?

Pas vraiment, la « prise » de ces postes est un peu forte. Je veux dire par là qu'elle est très importante, trop importante par rapport à la baisse démographique effective. Elle est réelle, mais elle n'est pas de nature à justifier un si grand nombre de suppressions. Ce qui est assez frappant, c'est que cela donne l'impression d'une recherche d'économies partout. Le ministère ne parvient pas à recruter. On assiste à une logique continue de diminuer le nombre de professeurs nécessaires.

Des parents d'élèves contestent les calculs des cartes scolaires...

Ce sont effectivement des méthodes de calcul et non des méthodes de comptage. Les mairies et les parents recensent les futurs élèves, l'Éducation nationale calcule en fonction du nombre d'enseignants disponibles, puis applique des fermetures là où cela paraît possible. On peut y voir une réduction des coûts, une récupération de main-d'œuvre pour les dispositions annoncées récemment, comme les groupes de niveau alors que toutes les études démontrent leur inefficacité. De même, on veut faciliter le redoublement. Comme j'en ai documenté dans le Calvados, il augmente à terme les effectifs des classes. Que dire également des enfants des gens du voyage ou des enfants de réfugiés ? Ils ne sont pas comptés dans les effectifs mais ils sont tout de même, de fait, accueillis dans les classes. Je comprends que tout cela soit vécu comme surprenant et violent pour les parents et les enseignants. On assiste à la baisse constante des moyens dans l'Éducation nationale dans tous les sens.

Propos recueillis par Ludivine LANIEPCE

Vers la naissance d'un collectif de parents dans le Cotentin ?

HIER, LE MAIRE de Cherbourg-en-Cotentin Benoît Arrivé à lui aussi « boycotté », à la suite des syndicats (*lire ci-dessus*), le CDEN. L' élu, concerné par sept potentielles fermetures de classes, entend se battre. « On développe nos arguments en fonction des classes, des écoles et des quartiers pour les convaincre de reculer, avec notamment le sénateur Sébastien Fagnen et la députée Anna Pic, explique le maire, et on soutient évidemment les revendications des parents d'élèves et des enseignants. Nous souscrivons totalement à la déclaration des syndicats. »

Remuer ciel et terre

Écoles Mitterrand, Bayet, Bellevue, Rousseau, Blum, Voltaire, Zola... « Un certain nombre est dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, ajoute Benoît Arrivé. Il y a des ouvertures et des fermetures chaque année, la Manche n'est pas la seule concer-

née, mais il faut sortir de cette vision purement comptable. La responsable est la politique libérale contre les services publics menée par Emmanuel Macron. » À La Glacière, Mickaël Goyat, père de deux jeunes enfants, a lui aussi décidé de se battre. Après avoir symboliquement mis l'école Kergomard en vente sur Leboncoin (*lire notre édition du 13 février*), il entend continuer à remuer ciel et terre pour se faire entendre, mais collectivement, en fédérant les parents de tous les établissements concernés. « J'ai contacté un grand nombre d'écoles dans le Cotentin et on attend les retours pour pouvoir former un collectif beaucoup plus large et faire beaucoup plus de bruit, explique-t-il. On ne comprend pas : chaque année, on nous annonce plus de moyens pour l'Éducation nationale, mais tous les ans, on ne voit pas ces moyens réellement déployés. Ça commence à faire beaucoup. »

L. L.